

DES BESOINS EN EAU SUR UN TERRITOIRE NATURELLEMENT BIEN POURVU

En région méditerranéenne, l'irrigation est, de tout temps, apparue comme indispensable à l'agriculture. Rendue **nécessaire par les contraintes du climat**, elle est inscrite depuis des millénaires au cœur des cultures et des paysages : face à la rareté des eaux ou à leur excès, les sociétés rurales se sont organisées dès la préhistoire en communautés pour puiser, stocker, canaliser l'eau et l'amener jusqu'aux champs.

Le département du Gard ne fait pas exception : l'irrigation pendant les périodes estivales ne représente pas un confort, mais relève de la **survie des récoltes** !

Cette nécessité vitale est en outre majorée aujourd'hui par les **effets du changement climatique**, avec des températures estivales plus chaudes encore et des fréquences de pluviométrie parfois erratiques, même si les quantités de pluies annuelles demeurent conséquentes. Leur répartition a simplement évolué.

En effet, il tombe sur le Gard chaque année plus de **4 milliards de mètres cubes d'eau**, faisant de ce département l'un des dix plus arrosés de France. Le Rhône charrie quant à lui **54 milliards de m³**. Face à ces volumes importants, l'agriculture consomme environ **150 millions de m³**.

Le **potentiel eau du territoire est incontestable**. Il convient aujourd'hui de trouver des solutions pour optimiser notre gestion de la ressource, afin de garantir notre souveraineté alimentaire, mais aussi la richesse, la diversité et la sécurité de nos territoires (culture, tourisme, risques incendies).

UNE NECESSITE QUI SE HEURTE A DE MULTIPLES CONTRAINTES

Au-delà des projets hydrauliques agricoles, individuels ou collectifs, dont le développement demeure indispensable, il est, sur nos territoires, fondamental de préserver un accès à l'eau pour tous les usages, tout en garantissant une gestion durable de la ressource. Ceci ne peut passer que par la mise en œuvre de **grands projets structurants**.

Il est essentiel que ces projets structurants soient destinés à répondre à tous les usages, car chacun est concerné par les baisses de ressource ponctuelles : eau potable, industrie, tourisme et bien sûr agriculture.

Ceux-ci se heurtent néanmoins à un certain nombre de contraintes :

- Des **oppositions politiques et donc sociétales**, sur un motif sans fondement d'accaparement d'un bien commun, qui rendent très compliquées l'émergence et plus encore la réalisation de projets pourtant vertueux, avec des manifestations, dégradations et recours juridiques systématiques. L'idéologie de minorités ne peut pas bloquer le développement de notre société.
- Des **contraintes réglementaires** : Les projets d'extension de réseaux, de surface ou de volume ne sont attribués qu'en renoncement à autant de surfaces déjà irriguées. Le stockage de l'eau en hiver, dans de petits bassins, en particulier dans le territoire des Cévennes (oignons doux), est soumis à de telles contraintes qu'ils ne peuvent désormais voir le jour que très rarement. Ainsi, des forages, y compris dans les Masses d'Eau en Bon Etat, peuvent aujourd'hui être refusés.
- Des difficultés liées au **portage des projets** : si le portage des petits projets agricoles ne pose pas de difficulté, il n'en va pas de même pour les projets de plus grande envergure et multiusages. La question du portage devient alors un véritable écueil, avec en filigrane la question du financement. **L'engagement des collectivités (Département, EPCI) doit être facilité et même incité.**
- Des **financements compliqués** : si le financement des projets hydrauliques agricoles peut se faire par les fonds gérés par les Conseil régionaux, ils restent limités en volume et dans leur temporalité. Les ASA de travaux en étant même exclues en Occitanie. La carte des masses d'eau en niveau moins que bon élaborée au niveau régional interdit le financement de projets

hydrauliques là où la situation est difficile, alors même que c'est précisément là que des projets structurants permettraient une gestion durable de la ressource !

Le financement de projets plus grands, portant sur plusieurs usages, n'est aujourd'hui pas adapté (les fonds régionaux sont insuffisants, tout comme le dispositif FranceAgriMer en cours, qui arrivera de surcroît rapidement à échéance). Alors même que les agriculteurs font des efforts financiers importants par la hausse à deux chiffres des redevances Agence de l'eau.

Pourtant l'agriculture irriguée gardoise est vertueuse ! En effet, les récents efforts des agriculteurs ont permis de réaliser des économies d'eau conséquentes : ainsi le passage généralisé à la micro-irrigation permet d'économiser **40% des volumes jusqu'alors consommés**. Aujourd'hui le pilotage fin, la maîtrise du déclenchement et de l'arrêt des irrigations permet **encore 30% d'économies supplémentaires**. Enfin, avec le soutien financier de l'Agence de l'Eau RMC, des travaux de modernisation des réseaux permettent d'économiser **30 millions de m³ chaque année** dans le Gard. Mais nous touchons aujourd'hui la limite agronomique des économies réalisables. Il ne sera pas possible d'aller beaucoup plus loin.

Toutes ces **économies déjà réalisées** doivent être prises en comptes et redéployées sur les territoires les moins pourvus et pour satisfaire les besoins supplémentaires nécessaires aux cultures dans le contexte du bouleversement climatique. La réflexion doit être globale.

DES SOLUTIONS IDENTIFIEES

Le Conseil départemental du Gard a initié en 2019 une grande étude **Eau&Climat 3.0**, qui a permis d'identifier le potentiel de la ressource eau pour chaque territoire de notre Département.

Il convient aujourd'hui de mettre en œuvre ces potentiels. Or, rien ne se fait ou presque. C'est pourtant maintenant qu'il faut prendre le problème à bras le corps, avant qu'il ne soit trop tard.

Pour cela il est indispensable d'avoir :

- Une forte **volonté politique** au niveau local, régional mais aussi national
- Une **réglementation** qui tienne compte des particularités méditerranéennes
- Des **financements** suffisants pour des grands projets structurants mais aussi pour des projets plus modestes et néanmoins vertueux
- Des **porteurs adaptés** à la dimension des projets

Le potentiel des productions locales est fantastique dans le Gard. Des productions de qualité, adaptées à notre climat méditerranéen, respectueuses de l'environnement et de la ressource en eau. Tout l'enjeu sera d'arriver à dépasser **l'angoisse climatique génératrice d'immobilisme** et de parvenir à sortir de la spirale d'attentisme et de décroissance qui conduirait à terme à la désertification des terres agricoles.

Ce que nous demandons :

1 : Qu'une prise de conscience se fasse de l'urgence impérieuse d'une gestion cohérente de l'eau en milieu méditerranéen, qui ne peut passer que par des infrastructures solides et un cadre réglementaire adapté (prenant en compte les spécificités). Il en va de l'avenir de notre agriculture, mais aussi de notre société dans son entièreté.

2 : La mise en œuvre d'une vraie politique nationale, impulsée par l'Etat, de projets structurants permettant de répondre à tous les usages de l'eau en milieu méditerranéen dans une logique de gestion durable de la ressource.

3 : Ne pas conditionner l'ouverture de nouveaux réseaux ou l'attribution de volumes supplémentaires nécessaires aux cultures (changement climatique), à l'abandon d'autant de volumes d'irrigation sur les bassins versants, comme le prévoit le Plan Eau.